

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 23/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS

67 rue des Salins. BP89
25300 PONTARLIER

Références : UID257090/SPR/RD/AR 2023 - 0523C
Code AIOT : 0005900536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS implanté 67 RUE DE SALINS 25302 PONTARLIER CEDEX 25300 PONTARLIER. L'inspection a été annoncée le 29/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement KNAUF CEILING SOLUTIONS implanté 67 rue de Salins à Pontarlier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection se place dans le cadre de l'action sécheresse.

L'exploitant prélève environ 150 000 m³ d'eau par an (brut - hors restitution, au milieu naturel).

Il figure à la 19^{ème} place des plus gros consommateurs d'eau (consommation nette) de la Région, la DREAL contrôle notamment les points suivants:

- effectivité de la baisse des prélèvements d'eau
- mesures de réduction mises en place
- quantités d'eau économisées

La zone de la Haute Chaîne définie dans l'arrêté préfectoral cadre est en situation de crise depuis le 9 août 2022 et pour une période de 3 mois.

L'exploitant prélevant plus de 7000 m³ par an est donc soumis aux mesures de restrictions définies dans l'arrêté préfectoral cadre du 28 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS
- 67 RUE DE SALINS 25302 PONTARLIER CEDEX 25300 PONTARLIER
- Code AIOT : 0005900536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'usine KNAUF CEILING SOLUTIONS de Pontarlier appartenait au groupe Amstrong avant d'être achetée par KNAUF en 2019. Elle emploie environ 200 personnes sur le site de Pontarlier dont 130 opérateurs. Elle fabrique des dalles de plafonds notamment à base de laine de roche qu'elle fabrique, et de laine de verre qu'elle recycle. L'arrêté préfectoral l'autorise à fabriquer jusqu'à 15 millions de m² de dalles isolantes et à utiliser au maximum 20l d'eau par m² de dalles produites. Ces chiffres ne sont pas atteints (12 millions de m² de dalles prévues pour 2022 et consommation d'eau de 15 l/m²(18.6l/m² en 2018)).

Le site comprend un cubilot d'une capacité de 45 000 t pour la fabrication de la pâte (chauffage du laitier + autres composants à 1500°C), une chaîne humide et une chaîne de finition.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

L'exploitant doit réduire en période de sécheresse ses prélèvements comme il s'y est engagé et il doit transmettre à l'Inspection les données hebdomadaires justifiant qu'il a respecté l'arrêté cadre sécheresse.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Art. 6.2	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet
5	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/10/2018, article 2	/	Sans objet
6	Diagnostic des consommations et étude technico-économique de ...	Arrêté Préfectoral du 05/10/2018, article 3	/	Sans objet
7	Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de...	Arrêté Préfectoral du 05/10/2018, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

L'exploitant doit réduire ses prélèvements comme il s'y est engagé et transmettre à l'Inspection de façon hebdomadaire les données justifiant qu'il respecte l'arrêté cadre sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Art. 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits. La demande s'accompagnera a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande. Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT concernée. En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée

et devra être présentée en cas de contrôle.

Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation.

Un formulaire de demande de dérogation est mis à disposition sur le site internet des services de l'État.

Constats : Une demande de dérogation a été déposée au guichet "eau" de la DDT le 5/08 pour demander que la réduction des prélèvements d'eau de 20% soit considérée mensuellement et non pas de manière hebdomadaire. L'arrêté cadre préfectoral précise que cette baisse de 20% de la consommation d'eau est une moyenne hebdomadaire, il n'y a donc pas lieu d'accorder une dérogation puisqu'en août les prélèvements ont été réduits de + de 20% en moyenne sur les 4 semaines et les prévisions de consommation prévoient le maintien de cette baisse pour les 2 prochains mois.

L'arrêté préfectoral du 29/07/2022 actant le passage à la crise sécheresse précise que l'alerte crise est en vigueur durant 3 mois à compter de sa date de signature, donc jusqu'au 9 octobre. A minima pour cette période la consommation devra être réduite de 20% par rapport à la moyenne hebdomadaire, et cette baisse doit de préférence s'appliquer à la consommation globale hebdomadaire ou mensuelle si techniquement ce n'est pas possible.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau. Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.
Constats : L'exploitant n'est pas concerné par un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse. Les deux points suivants n'ont pas été examinés en inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : <ul style="list-style-type: none">- réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire ;- priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réductions supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.
Constats : La moyenne hebdomadaire de consommation d'eau est de 4 550 m ³ (soit 650 m ³ /j), il convient donc de la réduire de 130 m ³ /j. Depuis le passage en crise la consommation d'eau hebdomadaire est en moyenne de 3 420 m ³ , elle a été réduite de 25 %. Il est prévu une consommation moyenne de 3615 m ³ /semaine pour les mois de septembre et octobre soit une baisse de 20,5% : l'exploitant mettra en oeuvre les différentes actions qu'il a présentées pour réduire sa consommation. En effet, l'exploitant met en oeuvre des dispositions temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limite au maximum les consommations, il a établi une liste d'actions dont certaines ci dessous listées à titre d'exemple : Au niveau de la chaîne humide responsable de 82% de la consommation d'eau, on peut citer les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">- gestion des set up- mieux gérer les arrêts pour éviter les redémarrages très consommateurs d'eau, l'exploitant a choisi de faire du stock pour allonger ses périodes d'arrêt et éviter de multiplier les redémarrages.- arrêt des lavages non nécessaires (process, engins, chargeuse...)- suppression refroidissement purge chaudière, purge échangeur perlite- optimisation des nettoyages (utilisation du Karcher et plus de la lance, ...); etc
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieur à 100 m ³ /j mis à disposition des services de contrôle.
Constats : KNAUF Ceiling a consommé 151 383 m ³ d'eau en 2021 et 650 m ³ /jour en moyenne, dont 340 m ³ sont rejetés dans la STEP communale. Le registre des consommations d'eau quotidiennes depuis le 29/06/2022 a été présenté en inspection KNAUF a été victime d'une cyberattaque en juin 2022 et a perdu les enregistrements quotidiens de début d'année. Le redémarrage des machines consomme beaucoup d'eau. Les redémarrages sont nécessaires quand les produits à fabriquer diffèrent. La consommation d'eau est directement liée au nombre de m ² de dalles produites : entre 2018 et 2022 la consommation d'eau est passée de 18,6 l/m ² à 15,4 l /m ² , l'objectif 2022 étant de 15 l d'eau consommée/m ² de dalles produites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2018, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau en période de crise
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les dispositifs totalisateurs sont entretenus et vérifiés périodiquement. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, doivent respecter le ratio suivant : 20 litres par mètre carré produit.
Constats : - L'eau claire est prélevée dans la nappe (sauf pour les sanitaires --> réseau), l'installation de prélèvement a été vue : elle est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé quotidiennement manuellement, la consommation du week-end est reportée le lundi. Ces résultats sont portés sur un registre informatisé qui a été consulté par l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu respectent le ratio suivant : 20 litres par mètre carré produit puisqu'à fin août le ratio est de 15.4 l/m ² . - les prélèvements dans la nappe ont été réduits de 20% en moyenne hebdomadaire en août par rapport à la moyenne hebdomadaire annuelle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Diagnostic des consommations et étude technico-économique de ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2018, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau en période de crise
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels ou pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...). Ce diagnostic doit permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de crise climatique (et donc limitées dans le temps)[...]
Constats : L'exploitant a réalisé un diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels. Ce diagnostic a permis la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements. Ces actions de réduction seront appliquées jusqu'à la fin de crise sécheresse. Les investigations et la démarche de réduction de prélèvements d'eau se focalisent sur deux points : <ul style="list-style-type: none">- la partie organisationnelle : gestion des arrêts production, set-up, produits- la partie étude technique : valorisation supplémentaire d'eau process, réduction des consommations pour certains équipements (refroidissement)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2018, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau en période de crise
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants : - I seuil de vigilance ; - I seuil d'alerte ; -I seuil d'alerte renforcée ; -I seuil de crise ; définis dans l'arrêté préfectoral cadre inter-préfectoral susvisé (ou tout acte venant le modifier), définissant pour la zone des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance[...] L'exploitant transmettra à l'inspection une procédure « sécheresse » dans laquelle il explicitera les différentes mesures mises en place (complétant celles précitées) lors des épisodes de restriction des usages de l'eau en fonction des seuils atteint et des niveaux de plan d'économie à mettre en œuvre, [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection une procédure « sécheresse » dans laquelle il explicite les différentes mesures mises en place
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet